



Chambre d'agriculture : pas de Larzac sur la Zad

Toujours neutre sur le projet de transfert, la chambre d'agriculture reste ferme sur le devenir des terres de la Zad, en cas d'abandon du projet. Et se rend à Matignon ce mardi avec les syndicats.

La chambre d'agriculture de Loire-Atlantique est jusqu'à présent restée discrète sur Notre-Dame-des-Landes. « Nous n'avons jamais beaucoup débordé sur le sujet et jamais commenté les décisions de l'État et du concessionnaire. Ce n'est d'ailleurs pas notre rôle. Nous sommes restés dans notre rôle technique et d'accompagnement du monde agricole », indique Jacques Lemaitre, son président.

Ce dernier a néanmoins souhaité s'exprimer à quelques jours ou heures de la décision. Pas tant sur le transfert de l'aéroport sur lequel la chambre a planché depuis la déclaration d'utilité publique (DUP) de 2008, que sur l'abandon éventuel du projet. Et sur cette question, il fait front avec la FNSEA et les jeunes agriculteurs, associés à une rencontre avec la presse ce lundi, en amont de celle avec le Premier ministre ce mardi.

« Nous avons vu émaner des propositions sur la reconquête de ce territoire agricole, type Larzac, qui nous ont interpellés. Ces propositions sortent de la mécanique légale, réglementaire.... Tout agriculteur qui veut s'installer doit répondre à des règles, se former, déposer un dossier solide », estime le trio qui souhaite « que ces terres reviennent dans le circuit départemental comme par le passé ».

« Pas d'agriculture à deux vitesses »

« Pas besoin de faire des sociétés foncières sans savoir quels sont les projets », ajoute Mickaël Trichet, président de la FNSEA qui, comme les jeunes agriculteurs, s'était opposée au projet de transfert du nouvel aéroport. Les déclarations de José Bové sur un Larzac possible les ont bien sûr fait tressaillir. Mais des reportages les ont également mis en rogne : ils montraient des vaches appartenant à des zadistes (pas des agri-



De gauche à droite : Mickaël Trichet, président de la FNSEA44, Jacques Lemaitre, président de la chambre d'agriculture de Loire-Atlantique et Mickaël Huneau, président des JA44. Ils seront reçus mardi à l'hôtel Matignon.

culteurs historique) ne portant pas de boucles, ces marquage imposés aux deux oreilles des animaux : « On nous demande beaucoup à nous. On ne peut exiger d'un côté, des agriculteurs une traçabilité, des contrôles et de l'autre côté, laisser faire n'importe quoi ! Le lait sur la Zad ? Qui fait les contrôles par exemple. On refuse une agriculture à deux vitesses. On veut que le monde agricole soit traité de manière équitable. Si ces gars se mettent en conformité, nous n'avons rien à dire. Mais pas dans ces conditions ».

Et Mickaël Huneau, jeune agriculteur, de réaffirmer que six installations ont été accompagnées sur le site de Notre-Dame-des-Landes depuis dix ans. « Mais cette occupation sans droit ni titres, sans projets, ce ne sont pas les Jeunes agriculteurs qui vont la porter », déclare sans ambages leur président.

Des règles, des cadres « car on parle de notre métier ». Voilà ce que comptent exprimer les trois acteurs de l'agriculture à Matignon ce mardi. La chambre d'agriculture souhaite aussi que soit réactivé le comité professionnel agricole créé en 2008 au

moment de la DUP (1), que Notre-Dame-des-Landes se fasse ou non. « Même si le transfert se fait, il faudra de toute façon refaire un diagnostic du territoire », estime Jacques Lemaitre. Les choses ont bougé depuis dix ans ! »

Véronique ESCOLANO.

(1) Comité mis en place par la chambre et réunissant la FNSEA 44, les JA 44, la Confédération paysanne, la Coordination rurale, l'Adéca, la Safer, la propriété rurale, le syndicat des forestiers, les Cuma.